LE DROIT DE GREVE FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

On le retrouve dans la Constitution de 1946 et il est régi par plusieurs lois :

□ Loi du 31 juillet 1963

□ Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983

□ Loi n° 82-889 du 19 octobre 1982

□ Loi n° 87-529 du 13 juillet 1987 (article L 521-2 à 6 du code du travail)

Article L2512-2

Lorsque les personnels mentionnés à l'article L. 2512-1 exercent le droit de grève, la cessation concertée du travail est précédée d'un préavis.

Le préavis émane d'une organisation syndicale représentative au niveau national, dans la catégorie professionnelle ou dans l'entreprise, l'organisme ou le service intéressé.

Il précise les motifs du recours à la grève.

Le préavis doit parvenir cinq jours francs avant le déclenchement de la grève à l'autorité hiérarchique ou à la direction de l'établissement, de l'entreprise ou de l'organisme intéressé. Il mentionne le champ géographique et l'heure du début ainsi que la durée limitée ou non, de la grève envisagée.

Pendant la durée du préavis, les parties intéressées sont tenues de négocier.

Règle du droit de grève dans la FPT

La grève des agents publics est donc en principe licite, à condition d'avoir pour objet la défense des intérêts professionnels : la grève politique n'est donc pas légitime (CE, 8 février 1961 – Rousset, Rec p.85).

Le législateur a malgré tout posé un certain nombre de limites, en interdisant par exemple les grèves surprises ou grèves tournantes. C'est pour ces raisons qu'il a imposé un préavis de 5 jours, à l'inverse du secteur privé qui peut débrayer sans aucune formalité.

Le législateur a également limité le droit de grève en l'interdisant à certaines catégories.

Les conditions d'exercice du droit de grève

Il peut être limité par la nécessité d'assurer la continuité du service public.

Le devoir de réserve peut être aussi un frein aux actions de grève. Ainsi, l'incitation à une grève politique même en dehors de ses heures de service par une distribution de tracts par exemple, peut faire l'objet d'une faute disciplinaire.

Dans la FPT, la grève surprise est considérée comme abusive. Un préavis durant lequel l'Administration devrait engager les négociations, devient obligatoire. Ce préavis doit arriver à l'autorité hiérarchique 5 jours francs avant le déclenchement de la grève. Un préavis donné au plan

national dispense d'en déposer un au plan local (Conseil d'État, 16 janvier 1970, Hôpital Rural de Granvilliers)

Le motif de recours à la grève doit être connu, ainsi que le lieu, la date, l'heure de début, la durée (limitée ou pas). Les grèves tournantes sont interdites.

En cas de grève, il apparaît qu'il n'est pas permis aux grévistes d'occuper les locaux administratifs.

Après une analyse cas par cas, l'exigence d'un service minimum par un chef de service est possible.

Le recours au droit de réquisition est également possible tout en étant soumis au contrôle du juge.

Conséquences d'une grève illicite

Elle peut faire l'objet de sanctions disciplinaires.

Les agents grévistes peuvent voir leur responsabilité civile engagée, soit par l'administration, soit par un tiers.

Le droit de grève et le salaire

La grève fait l'objet d'une retenue sur le traitement. Le $1/30^{\text{ième}}$ indivisible ou amendement Lamassoure qui faisait que l'on nous retirait une journée de traitement pour une heure de grève dans la Fonction Publique d'État, n'est pas de mise dans la Fonction Publique Territoriale.

Même si sur le principe, elle peut prendre appui sur le trentième indivisible, le principe de retenue est proportionnelle à :

□ $1/151,67^{\text{ième}}$ du traitement pour une heure (151,67 étant la base horaire mensuelle moyenne) ;

□ $1/60^{\text{ième}}$ pour une grève d'une $\frac{1}{2}$ journée ;

□ $1/30^{\text{ième}}$ pour une journée.

La retenue dans la FPT fait donc l'objet d'une stricte proportionnalité, dont la formule pourrait être :

$$\frac{\text{traitement mensuel} \times \text{nombre d'heures de grève}}{\text{nombre d'heures travaillées par mois}}$$

Concernant les agents soumis à une durée journalière variable, qui, par exemple pour une journée de 6 heures, font grève une demi-journée, il convient de retenir soit $3/151,67$ ou $1/60^{\text{ième}}$. La retenue la plus avantageuse pour l'agent est opérée.

La retenue s'opère sur le traitement du mois et sur son ensemble. Seul le supplément familial de traitement reste versé en intégralité.

La mention « grève » ne doit pas apparaître sur le bulletin de salaire. Les mentions « absence de service fait » ou « service non fait » semblent les mieux adaptées.

La retenue s'opère normalement sur le traitement du mois où la grève a eu lieu (le mois suivant selon la date de la grève et celle du versement du salaire en général).